

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

5.1 Au vu de ce qui précède, nous rejetons:

- la demande présentée par les États-Unis pour qu'il soit décidé à titre préliminaire que le premier réexamen déborde le cadre de la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord, dans la mesure où il est question de l'analyse de la transmission;
- l'allégation du Canada selon laquelle l'USDOC a indûment fait abstraction de toutes les données globales sur les opérations et les prix qui ont été communiquées par les sociétés canadiennes interrogées;
- l'allégation du Canada ayant trait aux points de repère utilisés par l'USDOC dans le cadre de son analyse de la transmission.

5.2 Nous confirmons les allégations du Canada selon lesquelles:

- dans le cadre de la détermination au titre de l'article 129 et aux fins du traitement de la transmission dans le cadre du premier réexamen, les États-Unis n'ont pas dûment mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD au sujet du présent différend en négligeant de procéder à une analyse de la transmission en ce qui concerne les ventes de grumes par des exploitants forestiers titulaires d'une concession, dont l'USDOC avait constaté qu'elles n'avaient pas été effectuées dans des conditions de pleine concurrence, indépendamment de la question de savoir si ceux-ci produisaient aussi du bois d'œuvre, à des producteurs de bois d'œuvre non apparentés, indépendamment de la question de savoir si ceux-ci détenaient ou non un contrat d'exploitation forestière; et
- dans le cadre de la détermination au titre de l'article 129 et du premier réexamen, l'USDOC a donc inclus dans le numérateur des subventions des opérations pour lesquelles il n'avait pas démontré que l'avantage conféré par les grumes subventionnées utilisées comme matière première avait été transmis au produit transformé.

5.3 Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de formuler de conclusion au sujet de l'allégation qui est mentionnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada concernant l'USDOC et qui est libellée ainsi: "en appliquant à tort les résultats de l'analyse de la "transmission" à un taux du dépôt en espèces correspondant au droit compensateur invalidé à la suite de la procédure de révision judiciaire effectuée conformément au droit des États-Unis et en n'appliquant pas à tort les résultats à un taux variable".

5.4 Nous concluons donc que les États-Unis continuent à enfreindre l'article 10 et 32.1 de l'Accord SMC et l'article VI:3 du GATT de 1994.

5.5 Aux termes de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. Par conséquent, nous concluons que, dans la mesure où ils ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord SMC et du GATT de 1994 et qu'ils n'ont pas dûment mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD au sujet du présent différend, les États-Unis ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Canada de cet accord. En application de l'article 19:1 du Mémoire d'accord, nous recommandons donc

que les États-Unis rendent leur détermination au titre de l'article 129 et leur premier réexamen conformes à ces dispositions.

5.6 Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, le Canada nous a demandé de suggérer aux États-Unis des façons de mettre en œuvre notre recommandation. En particulier, le Canada suggère⁷⁸ que les États-Unis fassent l'une ou l'autre des deux choses suivantes:

- ils devraient rembourser le montant des droits compensateurs qu'ils ont imposés afin de contrebalancer les montants des subventions alléguées dont il a été présumé d'une manière inadmissible qu'ils avaient été transmis;

ou

- ils devraient réviser leurs mesures pour s'acquitter de leurs obligations dans le cadre de l'OMC et rembourser le montant des droits compensateurs qu'ils ont imposés dans la mesure où ceux-ci dépassent le montant de la subvention alléguée dont il a été démontré qu'elle avait été transmise à la production de bois d'œuvre résineux.

5.7 Étant donné la complexité de la question en l'espèce, nous estimons au premier chef qu'il revient aux États-Unis de déterminer les modalités de mise en œuvre de nos recommandations. Nous refusons donc de faire les suggestions proposées par le Canada.

⁷⁸ Le Canada a fait cette suggestion au paragraphe 58 de sa déclaration orale (voir l'annexe A-3). Ce paragraphe comporte aussi une demande de recommandation qui diffère de celle qui est formulée au paragraphe 72 de la première communication écrite du Canada (voir l'annexe A-1). Nous croyons comprendre que le paragraphe 58 de la déclaration orale du Canada est censé modifier et remplacer le paragraphe 72 de sa première communication écrite. C'est certainement ce que les États-Unis ont dit avoir compris lors de notre réunion avec les parties, ce que le Canada n'a pas contesté.